Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

54 | 2017

La part animale du XIX^e siècle

Jean-Claude CARON et Jean-Philippe LUIS [dir.], *Rien appris, rien oublié ? Les Restaurations dans l'Europe postnapoléonienne (1814-1830)*

Rennes, PUR, 2015, 472 p. 23 €

Estelle Berthereau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5232>

DOI : 10.4000/rh19.5232

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2017

Pagination : 218-220

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Estelle Berthereau, « Jean-Claude CARON et Jean-Philippe LUIS [dir.], *Rien appris, rien oublié ? Les Restaurations dans l'Europe postnapoléonienne (1814-1830)* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 54 | 2017, mis en ligne le 01 juillet 2017, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5232> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.5232>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Tous droits réservés

Jean-Claude CARON et Jean-Philippe LUIS [dir.], *Rien appris, rien oublié ? Les Restaurations dans l'Europe postnapoléonienne (1814-1830)*

Rennes, PUR, 2015, 472 p. 23 €

Estelle Berthereau

RÉFÉRENCE

Jean-Claude CARON et Jean-Philippe LUIS [dir.], *Rien appris, rien oublié ? Les Restaurations dans l'Europe postnapoléonienne (1814-1830)*, Rennes, PUR, 2015, 472 p. 23 €.

- 1 Ce passionnant ouvrage collectif marque, à la suite de travaux individuels et de colloques organisés ces dix dernières années sur la Restauration, un renouveau certain dans l'étude de cette période postrévolutionnaire et postnapoléonienne. Issu de deux colloques réunis, le livre développe en quatre parties une approche européenne et parfois transnationale : tout d'abord, les Restaurations sont revisitées au regard des historiographies contemporaines, puis il s'agit d'aborder la reconstruction des sociétés entre héritage et innovation. Ensuite, un axe est consacré à la culture, à la religion et aux représentations d'une Europe des nations, et enfin la résistance et la répression se lisent derrière ou contre une Europe des réseaux.
- 2 Les différentes interventions interrogent, au regard du bicentenaire de la première et de la deuxième Restauration de 1814 et de 1815, la possible signification commune, les discontinuités, l'éventuelle coupure, voire la rupture s'il y en a une, que ces dates pourraient représenter dans l'Europe. Là se joue à nouveau le rapport de force entre tradition et modernité, les traditionalistes s'opposant aux partisans de l'héritage révolutionnaire qui luttent à différents degrés contre cette réaction généralisée, à saisir cependant dans ses multiples nuances. Il en découle une pluralité d'expérimentations,

de Restaurations, loin de l'apparence d'harmonie que la Sainte-Alliance reflète, tandis qu'au fond, les divisions sont présentes en continu, jusqu'à la borne de 1830. Nous observons, à cette période en Europe, la continuité de sociétés dans lesquelles l'effacement de l'héritage révolutionnaire demeure impossible ou encore la redéfinition de sociétés aux allures d'Ancien Régime mais qui cachent en leur sein un compromis vital avec la Révolution ou le Premier Empire, afin d'assurer le fonctionnement de leurs institutions, au risque de ne contenter ni les partisans de la Révolution, ni ceux de l'ultracisme. Il s'agit ainsi de définir ces expériences tant « par en haut » que « par en bas ».

- 3 L'ouvrage dresse alors un panorama des Restaurations en Europe. Sans rendre compte de la totalité des réflexions – très riches – jetant un éclairage particulier sur un espace géographique ou sur une institution, un personnage ou un réseau, je retiendrai le rappel de l'équivoque contenue dans la Charte octroyée par Louis XVIII (p. 23) entre l'interprétation royale et celle des représentants de la nation : les droits sont proclamés et interprétés à différentes fins. S'ils finissent par être octroyés en France, ils le sont en compensation de la perte de territoires en Pologne, ou de la réunion de territoires en Allemagne, en règlement d'une succession dynastique comme celle de Ferdinand VII en Espagne, ou sur le mode préventif dans les États italiens pour conjurer la crainte du déclenchement d'une révolution. Dans les cantons suisses, la Restauration souvent perçue comme une période ultraconservatrice a néanmoins permis le maintien de la République helvétique, république certes modérée en comparaison avec les antécédentes, les droits restant contrôlés par l'élite, mais qui s'active à impulser des innovations agricoles et à abolir les droits de douane. À Naples, le retour de Ferdinand IV ne s'effectue pas sans difficulté et, par la suite, une campagne d'épuration contre la charbonnerie est menée entre 1821 et 1822. Les articles sur l'Espagne révèlent les spécificités de la péninsule ibérique qui vit une Restauration ultra sans égale en Europe, incorporant les ecclésiastiques dans les rouages du pouvoir (p. 56), rejetant la Constitution de 1812, mettant en place une police secrète, fer de lance de la réaction (p. 359), dépassant même dans la réaction les desseins de la présence française en 1823. Pourtant dans un premier temps, contre toute attente, le tsar de Russie avait établi un projet européen autour d'une fédération pacifiste qui ne prévoyait pas le retour de l'absolutisme en France. Mais du fait du refus des Britanniques, l'instrument qui prend le nom de Sainte-Alliance est détourné de sa conception initiale pour réprimer toute velléité libérale en Europe. Quant aux Pays-Bas, la défaite de Napoléon a scellé la paix (p. 218), et si le roi Guillaume I^{er} est moins libéral qu'il n'y paraît, il respecte, lui, la Loi fondamentale, ce qui lui coûte les États méridionaux en 1830 (p. 459).
- 4 En parallèle, en Grande-Bretagne, on assiste à l'émergence d'une conscience ouvrière à laquelle les femmes participent, le massacre de « Peterloo » près de Manchester en 1819 en constituant un moment fondateur (p. 79) : ce radicalisme populaire aboutit au *Reform Act* de 1832. Pour la France, la Restauration n'a pas récompensé outre mesure ses partisans¹ (p. 84) et a amorcé en économie une synthèse entre le mercantilisme révolutionnaire et napoléonien et le libéralisme physiocratique, synthèse reprise par les proches de Talleyrand (p. 94). Mais la défense des intérêts économiques de la France à l'étranger a une efficacité limitée, les réseaux économiques étant aussi chargés de surveillance politique comme en Amérique du Sud (p. 283 à 295). Même la tentative de Villèle de favoriser les propriétaires terriens avec l'indemnisation des émigrés conduit à relancer le protectionnisme, ce qui favorise paradoxalement l'investissement dans les industries, notamment minières (p. 102). Quant à ce « milliard des émigrés », il n'a pas

permis de restauration foncière en 1825 puisque le processus était déjà lentement amorcé depuis la Révolution (p. 117). La période révolutionnaire est, dans l'autre camp, perçue de manière plus positive dans les colonnes du journal libéral *Le Constitutionnel* (p. 139) tandis que la perpétuation de l'héritage de l'*Encyclopédie* du XVIII^e siècle se poursuit dans la *Revue encyclopédique* de Marc-Antoine Jullien. D'ailleurs, dans leur discours légitimiste, les partisans des Bourbons développent une rhétorique autour de la liberté et de la patrie qui se retourne finalement contre eux (p. 160) : la mémoire royaliste des années 1814-1815 est pétrie de contradictions vis-à-vis de l'Empire, ce qui témoigne de la fragilité des trônes restaurés (p. 181). En ces temps troublés, chacun revendique l'appellation de « bon Français », tel que « l'honnête homme » royaliste (c'est-à-dire celui qui ne s'est pas comporté en « girouette » durant les Cent-Jours), au point qu'Alexandre Mazas, figure iconoclaste des milieux royalistes, invente le futur fictif d'une monarchie capable de surmonter tous les obstacles politiques (p. 318) : la fiction devient un remède à la triste réalité. Mais la réception très mitigée des pièces de théâtre traitant des événements survenus durant la Restauration comme les bals du Congrès de Vienne ou le sacre de Charles X en 1825 témoignent de la non-adhésion au difficile compromis politique instauré par la branche aînée des Bourbons. Par ailleurs, les circulations des prisonniers français en Europe ou européens en France caractérisent l'Europe de 1814 (p. 184), tandis que la France demeure une terre d'asile sous la Restauration pour les libéraux espagnols et italiens dans les années 1820 (p. 393). Alors qu'une internationale libérale, organisation informelle d'un « contre-monde », se met en place, comme le volontariat philhellène le rappelle concrètement, l'étude de parcours individuels comme celui de Frédéric-Guillaume de Vaudoncourt prouve la complexité de ce libéralisme qui ne peut être perçu comme monolithique.

- 5 Il s'agit bien d'un « temps des Restaurations » caractérisé par des discontinuités provoquées par les tensions diverses, entre un monde ancien révolu et un monde en devenir – avec des interprétations multiples du degré de modernité ou de tradition à y incorporer. Si les auteurs se justifient de ne pas avoir évoqué en bloc la Contre-révolution, l'ouvrage interroge la pluralité de cette dernière, en filigrane.

NOTES

1. L'ingratitude des Bourbons vis-à-vis des royalistes reste un *leitmotiv* dans la bouche des légitimistes parisiens après 1830.